

L'EDITO

Béatrice Delvaux

EDITORIALISTE EN CHEF

ONKELINX-DEWAEEL OSENT AVEC DIGNITÉ LE DÉBAT « LAÏCITÉ »

Ne pas faire le procès du passé mais débattre dans le but de construire l'avenir. Refuser l'arène médiatique pour investir celle d'une Commission de la Chambre, où naissent les lois éthiques, « difficiles » en transcendant les clivages majorité-opposition. C'est le but que

poursuit Patrick Dewael, chef de groupe Open-VLD à la Chambre dans la carte blanche qu'il adresse via *Le Soir*, à la chef de groupe PS, Laurette Onkelinx. L'ex-ministre de l'Intérieur veut profiter de l'avancée très claire faite par ce poids lourd socialiste à deux reprises dans nos colonnes, en se déclarant favorable à l'inscription de la laïcité de l'Etat dans la Constitution. Banco, lui répond Dewael, discutons-en dès janvier, en Commission des réformes institutionnelles de la Chambre.

Il faut saluer la manière dont cet homme politique qui plaide déjà pour cette laïcité de l'Etat il y a plus de dix ans, refuse de tuer la possibilité d'un accord, en s'offrant le court plaisir de se payer la tête des socialistes qui aujourd'hui vont « à

Canossa ».

Dewael a raison d'être responsable car si les temps sont plus mûrs que jamais (la socialiste Onkelinx rejoint les Gosuin et Maingain de Défi), le sujet reste extrêmement délicat.

Les politiques doivent s'imposer d'être à la hauteur de l'enjeu

Primo, parce qu'un « consensus large » - il faudra une majorité des deux tiers -, n'est pas garanti ; Onkelinx précise d'ailleurs que sa position est prise « à titre personnel ». Secundo, le débat sera très difficile à mener car, contrairement à il y a dix ans, il se fera en parallèle avec la gestion du terrorisme, et le risque d'amalgame - que Dewael dit vouloir absolument éviter - sera très complexe à gérer. Il faudra faire très attention, à ce que certains, dans

l'opinion publique et politique, ne mélangent pas tout, la séparation de la religion (toutes les religions) et de l'Etat avec la stigmatisation des populations d'origine arabe et des musulmans. Les événements corses montrent à quel point l'explosion raciste est, là, au coin de la rue, mais aussi que la laïcité d'Etat, spécialité française, n'est pas la garantie du vivre-ensemble apaisé.

Le débat sur la laïcité n'a jamais été simple mais il aurait été moins délicat, s'il avait été mené avant le contexte terroriste dans lequel nous sommes plongés. Est-ce une raison pour le reporter ? Non, car nos sociétés multiculturelles aujourd'hui

en difficulté, ont visiblement besoin d'indications sur le socle des valeurs communes. Mais à une condition : que les politiques s'imposent de voler haut, d'être à la hauteur de l'enjeu, en le traitant avec dignité, sans racolage ni populisme. Il faudra un débat adulte et grave, honnête aussi, car nourri et non pourri par les essais et erreurs du passé. Comme Onkelinx et Dewael en font aujourd'hui la démonstration.